

Réunion du Conseil Municipal
du 22 septembre 2014 à 15 heures
en la salle des Conseils du Centre Administratif

Compte-rendu sommaire

Secrétariat des Assemblées
Jeanine BUCHI

Direction des affaires juridiques et des assemblées

AFFAIRES GÉNÉRALES

1 Adoption du règlement intérieur.

Le Conseil est appelé à approuver son règlement intérieur ainsi que les dispositions de la charte déontologique annexée au règlement.

Adopté

2 Affectation d'enveloppes budgétaires pour les collaborateurs de groupes.

Le Conseil est appelé à approuver l'affectation d'une enveloppe financière aux groupes politiques.

Il lui est également demandé de prendre acte de la transmission au Conseil municipal du tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil municipal (au 1^{er} août 2014 et à compter du 1^{er} octobre 2014).

Adopté

3 Passation d'avenants et attribution de marchés.

Le Conseil est appelé à autoriser la signature des marchés suivants :

Autorisation de signer des marchés

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/comité interne
14007V	Remplacement et nettoyage du sable des bacs à sable et sautoirs des écoles, aires de jeux et squares et aires de jeux à vocation sportive de la Ville de STRASBOURG	De la notification au 31/12/2014 puis reconductible 3 fois 1 an	Lot 1 : Nettoyage du sable : ISS ESPACES VERTS / CHEMOFORM Lot 2 : Remplacement du sable : CSI	Sans montant minimum ni maximum	26/06/2014
14021V				Sans	17/07/2014

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/comité interne
	Prestations de forage de puits et d'arrosage	1 an reconductible 3 fois	<p>Lot 1 : Prestations de forage de puits : CSI / GANTZER</p> <p>Lot 2 : Maintenance du système d'arrosage intégré automatique de marque « rain bird » : CSI / GANTZER</p> <p>Lot 3 : Maintenance du système d'arrosage intégré automatique de marque « TORO » - GANTZER / CSI</p>	montant minimum ni maximum	

Passation d'avenants

Il lui est également demandé d'approuver la passation des avenants et d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les avenants, marchés et documents y relatifs.

Adopté

4 Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Il est demandé au Conseil de prendre acte de cette communication.

Communiqué

5 Fixation au taux maximum légal des abattements facultatifs applicables à la part communale de la taxe d'habitation.

Le Conseil est appelé à décider :

- de fixer le taux d'abattement général à la base applicable à la part communale de taxe d'habitation au maximum, soit 15 % à compter du 1^{er} janvier 2015,
- de maintenir le taux d'abattement spécial à la base ainsi que le taux d'abattement spécial pour les personnes handicapées ou invalides au taux maximum prévu par la loi.

Adopté

6 Indemnité de conseil allouée au receveur des finances par la Ville.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- le maintien de l'allocation au Receveur des finances de la Ville de Strasbourg de l'indemnité de conseil fixée au montant maximum prévu par les textes réglementaires,
- le versement de cette indemnité à M. Pierre Danjoie.

Adopté

7 Indemnité de conseil allouée au receveur des finances par la Fondation de l'œuvre Notre-Dame.

Le Conseil est appelé à approuver :

- le maintien de l'allocation au Receveur des finances de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame de l'indemnité de conseil fixée au montant maximum prévu par les textes réglementaires,
- le versement de cette indemnité à M. Pierre Danjoie.

Adopté

8 Avis sur les emplois Ville.

Il est demandé au Conseil d'approuver après avis du CTP, les suppressions, les créations et les transformations d'emplois.

Adopté

9 Avis de la Ville de Strasbourg quant à la vente par la paroisse protestante Sainte Aurélie d'un appartement sis 11 rue Martin Bucer à Strasbourg.

Le Conseil est appelé à émettre un avis favorable à la vente par la paroisse protestante Sainte Aurélie à Mme Vanessa GOUSSE du bien suivant :

Un appartement d'une surface de 52,80 m² au 2^{ème} étage, avec grenier, cave et garage sis 11 rue Martin Bucer à Strasbourg, cadastré section 43, parcelles n° 70 et 185/70 d'une superficie respective de 3,94 ares et 2,60 ares, pour un montant de 135 000 €.

Adopté

10 Présentation du rapport d'activités des services pour l'année 2013.

Le Conseil est appelé à prendre acte de la présentation du rapport d'activité de la Ville de Strasbourg pour l'année 2013 et à autoriser sa publication pour une diffusion interne et externe.

Adopté

URBANISME, AMÉNAGEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS

11 Désaffectation et déclassement d'un bâtiment municipal - Logement du concierge du Théâtre du Maillon à Hautepierre.

Avis de la Ville de Strasbourg sur le déclassement par la CUS du terrain d'assiette et la modification par voie d'avenant du bail emphytéotique consenti par la CUS à la Société LOCUSEM.

Il est demandé au Conseil de constater la désaffectation du bâtiment de l'ancien logement du concierge du Théâtre du Maillon immeuble municipal situé Place André Maurois, implanté sur la parcelle cadastrée en section LP n°1577/259 de 2,53 ares.

Il lui est également demandé de prononcer le déclassement du bâtiment de l'ancien logement du concierge du Théâtre Le Maillon, situé Place André Maurois, implanté sur la parcelle cadastrée en section LP n°1577/259 de 2,53 ares.

Le Conseil est appelé à autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou

document concourant à la bonne exécution des présentes.

Le Conseil est en outre appelé à émettre un avis favorable :

- 1) au déclassement par la Communauté urbaine du terrain correspondant au bâtiment de l'ancien logement du concierge ainsi qu'aux espaces périphériques, à savoir la parcelle cadastrée en section LP n°1577/259 de 2,53 ares ;
- 2) à la modification par voie d'avenant du bail emphytéotique signé par la SAEM LOCUSEM et la Communauté urbaine le 13 janvier 2014, consistant en :
 - le retrait de l'emprise du bail emphytéotique de la parcelle cadastrée sous le numéro provisoire :
Section LP n° (1)/259 de 1,19 are issue de la division de la parcelle cadastrée en Section LP n°1576/259 de 19,14 ares
Propriété de la Communauté urbaine de Strasbourg
 - l'incorporation dans l'emprise du bail emphytéotique de la parcelle cadastrée :
Section LP n°1577/259 de 2,53 ares
Propriété de la Communauté urbaine de Strasbourg
 - la prise en charge par la SAEM LOCUSEM, à ses frais et sous sa responsabilité, de tous travaux de déconstructions et travaux connexes nécessaires à la libération de la parcelle Section LP n° 1577/259.

Les autres conditions du bail emphytéotique signé le 13 janvier 2014 restant inchangées.

Adopté

12 Réaménagement des rues Coulaux, Scherer, Cavaliers dans le quartier du Port du Rhin à Strasbourg : nouvelle convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la CUS à la Ville de Strasbourg.

Le Conseil est appelé à abroger la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg, relative au réaménagement des rues Coulaux, Scherer, Cavaliers dans le quartier du Port du Rhin à Strasbourg, signée en date du 13 juillet 2011.

Il est demandé au Conseil d'approuver le transfert de maîtrise d'ouvrage de la Communauté urbaine de Strasbourg à la Ville de Strasbourg pour la voirie, la signalisation statique et dynamique, l'eau et l'assainissement.

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à :

- signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Communauté urbaine de Strasbourg à la Ville de Strasbourg ainsi que tous avenants y afférant,
- signer tous les documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté

13 Transaction immobilière sur le territoire de la Ville de Strasbourg.

Le Conseil est appelé à approuver la vente de la parcelle communale cadastrée :

Commune de Strasbourg/Neudorf
Section HM n° 172/70 d'une surface de 18 m²

à Mme FIX Céline et à M. DIFALLAH Abdala, tous deux domiciliés 22 rue de la Musau
au prix de 1 710 € (mille sept cent dix euros) hors taxe et frais.

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente à intervenir ou tout document concourant à la bonne exécution de la présente transaction.

Adopté

14 Projets de transactions immobilières de la Communauté urbaine de Strasbourg sur le territoire de la Ville de Strasbourg (avis du Conseil municipal -Art L 5211-57 du CGCT).

Le Conseil est appelé à donner un avis favorable aux transactions suivantes :

1. Aménagement de la rue de Lautenbach : régularisations foncières d'emprises encore privées :

L'acquisition par la Communauté urbaine de Strasbourg des parcelles cadastrées comme suit :

Banlieue Strasbourg/Neudorf
Section HP n°291/89 d'une surface d'environ 1,28 are
Section HP n°292/89 d'une surface d'environ 1,06 are
soit une surface totale de 2,34 ares.

Propriété de l'indivision :

Baruthio Antoine domicilié
4, rue Staedel 67 100 Strasbourg

Baruthio Marie-Anne, domiciliée
249 Avenue Jean Jaurès 69 007 Lyon

Baruthio François, domicilié
27 rue des Cottages 54 600 Villers-les-Nancy

Baruthio Joseph domicilié,

7, Impasse des Myosotis 67610 La Wantzenau.

au prix global de 7 002 € HT et frais soit une somme de 1 750,50 € HT et frais par co-indivisaire.

L'acquisition par la Communauté urbaine de Strasbourg des parcelles cadastrées comme suit :

Banlieue Strasbourg/Neudorf

Section HP n°287/99 d'une surface d'environ 0,05 are

Section HP n°289/100 d'une surface d'environ 3,03 ares

Section HO n°221/27 d'une surface d'environ 0,12 are

soit une surface totale de 3,20 ares.

Propriété de M. Brice Schmidt domicilié 5, rue de la Musau 67100 Strasbourg.

au prix de 4880 € HT et frais.

2. Acquisition par la Communauté urbaine de Strasbourg de parcelles de voirie situées rue de la Ganzau à Strasbourg banlieue Neuhof :

L'acquisition par la Communauté urbaine de Strasbourg de parcelles situées rue de la Ganzau à Strasbourg banlieue Neuhof et cadastrées :

Ban de Strasbourg

Lieu-dit « Rue de la Ganzau »

Section KO n° 161/21 de 5 m²

Section KO n° 163/21 de 2 m²

Propriété au Livre Foncier des époux Jacques BECKER

La cession a lieu au prix de 10 000 € l'are HT, soit pour un prix total de 700,00 €, taxes et droits éventuels en sus.

Ban de Strasbourg

Lieu-dit « Rue de la Ganzau »

Section KO n° 165/21 de 5 m²

Propriété au Livre Foncier de Monsieur Jacques BECKER

La cession a lieu au prix de 10 000 € l'are HT, soit pour un prix total de 500,00 €, taxes et droits éventuels en sus.

Ban de Strasbourg

Lieu-dit « Rue de la Ganzau »

Section KR n° 356/32 de 47 m²

Section KR n° 358/26 de 13 m²

Propriété au Livre Foncier de la société anonyme BECKER Finances

La cession a lieu au prix de 10 000 € l'are, soit pour un prix total de 6 000,00 €, taxes et

droits éventuels en sus.

3. Acquisition par la Communauté urbaine de Strasbourg d'une parcelle de voirie située rue de Brantôme à Strasbourg banlieue Neuhoef :

L'acquisition par la Communauté urbaine de Strasbourg d'une parcelle située rue de Brantôme à Strasbourg banlieue Neuhoef et cadastrée :

Ban de Strasbourg

Lieu-dit « Rue du Commandant François »

Section IR n° (2)/24 de 27 m²

Propriété au Livre Foncier de la société Réseau GDS (anciennement Gaz de Strasbourg)

La cession a lieu au prix de 2 160 € taxes et droits éventuels en sus.

Adopté

15 Délibération modificative de la délibération du 25.04.1988. Vente d'une assise foncière située rue de Nicosie à Strasbourg.

Le Conseil est appelé à approuver la modification de la délibération du Conseil municipal du 25 avril 1988, la vente portant sur le terrain maintenant cadastré comme suit :

Commune de Strasbourg/Esplanade

Section 39 n°193 d'une surface de 23,22 ares au prix de 15 € symbolique au profit du Consistoire Israélite du Bas-Rhin.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir ou tous documents concourants à la bonne exécution de la présente transaction.

Adopté

16 Fondation de l'Œuvre Notre Dame : échange de terrains à Mommenheim.

Le Conseil est appelé à approuver :

1) la vente, par voie d'échange, des parcelles cadastrées comme suit :

Commune de MOMMENHEIM

Section 35	N° 441/7	1.28 ares
Section 35	N°415/7	3.99 ares
Section 35	N°418/7	4.16 ares
Section 35	N°438/7	1.19 ares

pour une surface globale de 10.62 ares ;

propriété de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame,

au profit des époux Bernard LORENTZ, domiciliés 4 rue Albert Schweitzer à 67450 LAMPERTHEIM,

au prix de 3 500 € / are soit 37 170 € hors taxes et frais ;

2) l'acquisition par voie d'échange par la Fondation de l'Œuvre Notre Dame des parcelles cadastrées comme suit :

Commune de MOMMENHEIM

Section 33	N° 180 de	89,77 ares
Section 32	N° 172 de	1 ha 03 a 57 ca
Section 32	N° 173 de	34,46 ares
Section 37	N° 25 de	1 ha 91 a 34 ca
Section 37	N° 26 de	1 ha 30 a 70 ca
Section 39	N°26 de	21 a 37 ca

pour une surface globale de 5 ha 71 a 21 ca ;

propriété des époux Bernard LORENTZ susnommés,

au profit de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame,

au prix de 75 € / are soit 42 840,75 hors taxes et frais ;

le montant de la soulte à verser aux époux LORENTZ par la Fondation de l'Œuvre Notre Dame est fixée à 5 670,75 € hors taxes et frais.

Il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes d'échanges à intervenir ainsi que l'acte de constitution de servitude foncière ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté

17 Avis relatif au classement dans le domaine public communautaire d'emprises à vocation publique - Transfert à la CUS des parcelles et volumes correspondants (avis du Conseil Municipal - article L 5211-57 CGCT).

Le Conseil est appelé à donner un avis favorable aux projets suivants de la Communauté urbaine :

1° Relativement au projet d'intégration d'emprises nécessaires à l'exploitation du

réseau d'éclairage public à Cronembourg (lotissement Hochfelden) :

- aux acquisitions, par la CUS auprès de la SERS, de terrains en cours d'aménagement à incorporer au domaine public communautaire moyennant un euro symbolique :

A STRASBOURG

Rue Isabelle Eberhardt

Section LC n° (1)/18 de 3,36 ares, Lieu-dit : Auf den Hengstweghundseich, voie publique et ouvrages d'éclairage public se trouvant sur cette parcelle.

Issue de la parcelle section LC n° 1311/18 de 37,34 ares, Lieu-dit : Auf den Hengstweghundseich, voie publique

- aux conditions de mise en œuvre de ce classement à savoir :
- la SERS terminera les travaux d'aménagement de voirie sur la parcelle Section LC n° (1)/18 de 3,36 ares
- la CUS prendra en charge les consommations énergétiques depuis 2012 grâce à une régularisation à réaliser après le transfert d'ouvrage.

2° Relativement au classement dans le domaine public communautaire d'une piste cyclable rue de Rome à Strasbourg :

- **au projet d'acquisition par la Communauté urbaine auprès de l'Etat, moyennant un euro symbolique, conformément aux dispositions de l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, des parcelles de voirie à incorporer dans la voirie publique communautaire, à savoir :**

Ban communal de Strasbourg,

Section 38 n° 312/1 avec 0.18 ares, issue de la division de la parcelle 245/1

Section 38 n°310/1 avec 1.89 ares, issue de la division de la parcelle 240/1

Section 38 n° 308/1 avec 0.06 ares issue de la division de la parcelle 298/1

Section 38 n°306/1 avec 0.64 ares issue de la division de la parcelle 295/1

Section 38 n° 304/1 avec 0.12 ares issue de la division de la parcelle 297/1

Section 38 n°302/1 avec 0.39 ares issue de la division de la parcelle 294/1

3° Relativement au classement dans le domaine public communautaire d'une placette située dans l'îlot sud de l'opération « Brückhof » :

- au classement dans le domaine public de la Communauté urbaine de Strasbourg d'une placette et d'un chemin d'accès à un poste de transformation situés au sein de l'îlot sud de l'opération « Brückhof » à Strasbourg, à savoir :
- placette située à l'angle de la rue de Bucarest et de l'avenue Aristide Briand
- chemin d'accès au poste de transformation situé à proximité de l'angle entre le fossé dit Ziegelwasser et l'avenue Aristide Briand.

- à la cession à l'euro symbolique à la Communauté urbaine de Strasbourg des volumes concernés, à savoir :

Au sein de l'ensemble immobilier complexe ayant pour assise la parcelle cadastrée : Commune de STRASBOURG, Section DO n° 74/10 de 61,84 ares, Lieu-dit : Route du Rhin, terrains d'agrément, sol.

Les volumes BC (placette) et BD (chemin d'accès local transformateur électrique)
Propriété de la société Eiffage Immobilier Grand Est.

Adopté

18 Rapports annuels 2013 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement et le prix et la qualité des services publics d'élimination des déchets.

Les rapports sont communiqués au Conseil.

Communiqué

19 Soutien financier aux associations à but non lucratif localisées à Strasbourg dans le cadre de la mise en oeuvre de la redevance spéciale déchets. Liste des associations concernées pour l'année 2014 et montant des subventions.

Le Conseil est appelé à approuver l'allocation de subventions aux associations pour les accompagner dans leurs efforts de réduction des déchets dans le cadre de la mise en oeuvre de la redevance spéciale.

Adopté

20 Convention de partenariat pluriannuel entre la Ville de Strasbourg et ECO-Conseil - Application à la préfiguration d'un observatoire de la fréquentation du Parc naturel urbain (PNU) de Strasbourg (Ill Bruche) au titre de l'année 2014.

Le Conseil est appelé à approuver :

- le partenariat pluriannuel entre la Ville de Strasbourg et ECO-Conseil dans les domaines de la formation, de l'accueil de stagiaires, de « chantiers d'applications » en faveur du développement durable entre la Ville de Strasbourg et ECO-Conseil ;
- la convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Strasbourg et ECO-Conseil ;
- dans le cadre de ce partenariat, l'attribution à l'association ECO-Conseil et au titre

de l'année 2014, d'une subvention de fonctionnement de 6 000 € pour la mise en œuvre du « chantier d'application ».

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer ladite convention pluriannuelle de partenariat et, dans ce cadre, la fiche n° 1 relative au projet de préfiguration d'un observatoire de fréquentation du Parc naturel urbain Ill-Bruche, et tout autre document relatif à ces opérations.

Adopté

21 Attribution d'une subvention à l'Université de Strasbourg pour le fonctionnement du jardin botanique au titre de l'année 2014.

Il est demandé au Conseil d'approuver l'affectation d'une subvention de fonctionnement de 66 003,56 € à l'Université de Strasbourg et d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions correspondantes.

Adopté

**22 Exercice 2015 pour les forêts de production.
Gestion des forêts de production de la Ville de Strasbourg et de la forêt de l'OEuvre Notre-Dame -
Validation des programmes de travaux d'exploitation pour l'exercice 2015 et du projet d'aménagement d'une piste forestière dans la forêt du Hohwald**

Le Conseil est appelé à approuver pour l'exercice 2015 :

- les programmes de travaux d'exploitation des massifs forestiers :
 - de l'Elmerforst (OND),
 - de l'Oedenwald,
 - du Hohwald,
 - du Herrenwald,
 - de la Robertsau ;
- la vente en adjudication publique, par appel d'offres (prévente), ou par contrat d'approvisionnement :
 - d'un volume de bois d'œuvre façonné d'environ 8 974 m³,
 - d'un volume de bois de chauffage d'environ 349 stères,
 - d'environ 5040 m³ de bois d'industrie, sous réserve de la fluctuation des cours du bois et de la saturation du marché,
 - des produits valorisables issus des coupes de sécurité ou autres,
 - la vente en adjudication publique, par appel d'offres (prévente), ou par contrat ;
- le projet d'aménagement d'une piste d'exploitation dans le massif forestier du Hohwald pour un montant estimé à 19 459,63 €.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à engager les travaux d'exploitation dans les massifs forestiers du Hohwald, Herrenwald, Oedenwald, Robertsau et OND dans la limite des crédits inscrits au BP 2015 sur le code activité EN03E ;
- à charger le Service des espaces verts et de nature de la mise en œuvre des travaux et des appels à la concurrence y afférents, dans les strictes limites des crédits votés et dans le cadre des dispositions légales ;
Toutes ces missions pourront être confiées à l'Office National des Forêts (ONF).
- à charger l'ONF de solliciter et d'instruire les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux de renaturation par anticipation aux plans d'aménagement ;
- à signer tous documents et actes relatifs à ces projets ;
- à solliciter l'octroi de subvention pour la réalisation du projet d'aménagement de la piste forestière dans la forêt du Hohwald et à signer tous documents et actes relatifs à ce projet.

Adopté

23 Procédure de location des baux de chasse 2015-2024.

Le Conseil est appelé à approuver :

- le recours à une consultation écrite des propriétaires, préalablement à la mise en location de la chasse sur le ban communal de Strasbourg ;
- la délimitation des lots de chasse pour la période 2015-2024 :
- lot n°1 : Strasbourg - Robertsau,
- lot n°2 : Strasbourg - Neuhof / Illkirch-Graffenstaden,
- lot n°3 : Strasbourg – Herrenwald,
- lot n°4 : Strasbourg - Hohwald est,
- lot n°5 : Strasbourg - Hohwald ouest,
- lot n°6 : Strasbourg - Oedenwald nord,
- lot n°7 : Strasbourg - Oedenwald sud,
- lot n°8 : Strasbourg - Oeuvre-Notre-Dame ;
- les conditions de location figurant sur les contrats de location des lots de chasse 1 à 8.

Il lui est en outre demandé de décider :

- d'affecter le produit de la chasse issu de ces propriétés au budget de la Ville ;
- d'affecter le produit de la chasse issu de la forêt de l'Oeuvre-Notre-dame au budget de l'OND ;
- de procéder aux locations de la chasse :
 - par une convention de gré à gré pour les lots n° 1 et 3 si les locataires en place font valoir leur droit de priorité, sinon, le cas échéant, par appel d'offres ;
 - par une procédure d'appel d'offres pour les lots n° 4 à 8 ;
 - d'autoriser la Ville d'Illkirch-Graffenstaden de procéder à la location du lot intercommunal n° 2.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à engager les procédures de location de la chasse en application de l'arrêté préfectoral fixant le cahier des charges type ;
- à procéder par adjudication publique en cas de lots restés infructueux, et à en fixer la date et le lieu ;
- à choisir les locataires de chasse, après avis de la commission consultative communale de chasse ;
- à signer les baux de chasse résultants des modes de location et tous documents afférents.

Adopté

ECONOMIE ATTRACTIVITÉ ET RAYONNEMENT

24 Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Le Conseil est appelé à approuver :

Pour le Pôle coopération décentralisée et jumelages :

- le versement d'une subvention de 1 500 € au Lycée Louis Pasteur,
- le versement d'une subvention de 1 600 € au Collège Vauban,
- le versement d'une subvention de 1 750 € à l'Office des Sports,
- le versement d'une subvention de 2 000 € au Lycée ORT,
- le versement d'une subvention de 1 500 € à l'association Pèlerinage Tambov.

Pour le Pôle Europe :

- le versement d'une subvention de 1 000 € à l'association la Cigogne enragée,
- le versement d'une subvention de 20 000 € au Cercle européen de Strasbourg,
- le versement d'une subvention de 30 000 € à l'association européenne des écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe,
- le versement d'une subvention de 10 000 € à Alliance Ciné,
- le versement d'une subvention de 10 000 € à Apollonia,
- le versement d'une subvention de 5 000 € à Events 4 Live,
- le versement d'une subvention de 5 000 € à l'Institut de Formation Recherche et Action contre la Violence dans la Cité.

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté

SOLIDARITÉ EDUCATION ENFANCE

25 Attribution de subventions au titre de la prévention.

Le Conseil est appelé à décider l'allocation de subventions, à titre de solde pour leur fonctionnement 2014, aux associations suivantes :

VIL.A.JE - Ville Action Jeunesse	25 764 €
ENTRAIDE	24 600 €
ETAGE	49 372 €
ENTRAIDE	13 000 €

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés relatifs à ces subventions.

Adopté

26 Attribution de subventions au titre des solidarités.

Le Conseil est appelé à décider :

- d'allouer les subventions suivantes :

1.	Croix Rouge Française - Conseil Départemental du Bas-Rhin « base logistique de Mundolsheim »	6 500 €
2.	Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin « fonctionnement général »	15 000 €
3.	Fondation Vincent de Paul - Escale Saint Vincent « Escale Saint Vincent »	12 300 €
4.	Plate-forme de solidarité de Strasbourg Neudorf « fonctionnement »	3 500 €
5.	Société Nationale du Chemin de Fer – SNCF « Point d'accueil et de solidarité » (PAS)	15 000 €
6.	Association culturelle et sociale de la Meinau « fonctionnement »	750 €
7.	CASAS « fonctionnement » (solde)	12 000 €
8.	CASAS « Soutien aux familles »	6 000 €
9.	Horizon Amitié	18 300 €

	« accueil de jour » (solde)	
10.	Home protestant « Accueil de jour » (solde)	17 700 €
11.	Centre social protestant « fonctionnement » (solde)	5 200 €
12.	Association Tremplin Neuhof « Epicerie sociale » CUCS n°73 (solde)	12 000 €
13.	Plurielles « fonctionnement » (solde)	1 800 €
14.	Plurielles « insertion de proximité en direction des femmes du quartier gare » CUCS n° 23 (solde)	5 000 €
15.	Union départementale des associations familiales – UDAF « Pass contre le surendettement »	3 000 €
16.	Association Neuhof emploi formation Alsace « chalet des mères » - CUCS n° 105 (solde)	2 800 €
17.	Groupement associatif pour le logement et l'accompagnement – GALA « fonctionnement » (solde)	6 400 €
18.	Groupement associatif pour le logement et l'accompagnement – GALA « investissement »	3 742 €
19.	Horizon Amitié « Mission d'accompagnement des familles Roms à l'Espace 16 » (solde)	46 000 €
20.	Croix rouge française « Mission d'accompagnement des familles Roms à l'espace Hoche » (solde)	80 000 €
21.	Association LUPOVINO « Actions d'intégration et d'insertion professionnelle de Roms, notamment une formation pré-professionnelle aux populations roms migrantes ».	3 200 €
22.	Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales – RESCIF « Centre de consultation familiale »	20 000 €
23.	Association La grande Ecluse centre de ressources et de consultation familiale « fonctionnement » (solde)	18 300 €
24.	Association bas-rhinoise d'aide aux personnes âgées – ABRAPA « fonctionnement »	401 100 €
25.	Association bas-rhinoise d'aide aux personnes âgées – ABRAPA « projet de création d'un service de visiteurs à domicile EVAD »	13 000 €

26.	Association de recherche et d'action sociale communautaire – ARASC « Service d'accompagnement véhiculé »	22 000 €
27.	Centre régional pour l'étude et l'action en faveur de l'insertion – CREAI « fonctionnement »	19 800 €
28.	Urilco Alsace Lorraine « fonctionnement »	1 000 €
29.	Artenréel « Les musiciens du lien »	2 000 €
30.	Aide et union aux blessés de l'existence - AUBE « fonctionnement »	2 500 €
31.	Rencontres cinématographiques d'Alsace « ciné-lub du temps libre »	3 000 €
32.	Groupement d'intérêt public Alsace gérontologie « fonctionnement »	2 300 €
33.	Association du foyer protestant Saint-Paul de Strasbourg Koenigshoffen Hohberg « club séniors »	380 €
34.	Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis de Strasbourg et environs – AAPEI « Service d'accueil et de logistique » (solde)	16 980 €
35.	Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis de Strasbourg et environs – AAPEI « Service d'insertion scolaire et sociale (SISES) » (solde)	6 400 €
36.	Route Nouvelle Alsace « Club loisirs » (solde)	7 200 €
37.	Communauté Clair de terre « fonctionnement » (solde)	5 800 €
38.	Association du centre social et culturel de HautePierre Le Galet « semaine bleue »	300 €
39.	Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen « semaine bleue »	550 €
40.	Fédération de charité Caritas Alsace « semaine bleue »	800 €
41.	Initiatives de la Montagne Verte « semaine bleue »	700 €
42.	Club des seniors de Koenigshoffen « semaine bleue »	1 000 €
43.	Rencontres 3ème âge « semaine bleue »	1 000 €

44.	Par Enchantement « semaine bleue »	500 €
45.	Association familles rurales initiatives « semaine bleue »	600 €
46.	Nadi Chaabi « semaine bleue »	900 €
47.	Artenréel « semaine bleue »	1 200 €
48.	Association bas-rhinoise d'aide aux personnes âgées – accueil de jour Maryse « semaine bleue »	500 €
49.	Association du centre socioculturel de la Meinau « semaine bleue »	700 €
50.	Association Bartischgut « semaine bleue »	500 €
51.	Association Eveil Meinau « semaine bleue »	800 €
52.	Association de gestion des équipements sociaux – Résidence du Bilstein « semaine bleue »	1 000 €
53.	Au delà des ponts « semaine bleue »	460 €
54.	Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg – ARES « semaine bleue »	600 €
55.	Association bas-rhinoise d'aide aux personnes âgées – résidence Germaine Bord « semaine bleue »	900 €
56.	Association bas-rhinoise d'aide aux personnes âgées – résidence de la Krutenau « semaine bleue »	500 €
57.	Association bas-rhinoise d'aide aux personnes âgées – résidence des Halles	700 €
58.	La voix des rails « semaine bleue »	500 €
59.	Association pour le soutien des personnes âgées de la Cité de l'III « semaine bleue »	600 €
60.	Stimultania « semaine bleue »	600 €
61.	Centre culturel et social Rotterdam « semaine bleue »	900 €
62.	Fondation Vincent de Paul – EHPAD Saint-Joseph	800 €

« semaine bleue »

Total

835 562 €

- de réduire la subvention allouée à l'ARSEA (Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation) de 10 000 € et de procéder au recouvrement de 10 000 € non engagés sur l'opération initialement prévue et pour laquelle le financement avait été voté.

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-a représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté

27 Attribution de subventions au titre de la santé.

Le Conseil est appelé à décider d'allouer les subventions suivantes :

Médecins du monde	
« Centre d'accueil, de soins et d'orientation »	7 600 €
Médecins du monde	
« missions mobiles de soins de proximité »	2 500 €
Pénélope	
« fonctionnement	3 000 €
Total	13 100 €

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté

28 Conventions de partenariat pour les projets promotion de la santé de la personne.

Le Conseil est appelé à approuver les conventions de partenariat entre la Ville de Strasbourg et respectivement l'Etat, l'agence régionale de santé et le régime local d'assurance maladie.

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer ces conventions, ainsi que tous actes ou documents nécessaires à leur exécution.

Adopté

29 Attribution de subventions aux associations socioculturelles et convention de mise à disposition de patrimoine immobilier avec le centre socioculturel 'Au-delà des Ponts'.

Le Conseil est appelé à approuver :

1. l'allocation de subventions de fonctionnement :

A. Allocation d'une deuxième tranche de subvention de fonctionnement aux centres socioculturels :

Association du centre socioculturel de Neudorf	91 950 €
Association du centre socioculturel du NeuhoF	224 400 €
Association du centre socioculturel de la Meinau	35 250 €
Association du centre socioculturel Au-delà des Ponts	29 900 €
Association du centre socioculturel de Cronembourg	141 800 €
Association du centre socioculturel de HautePierre	101 700 €
Association Joie et santé Koenigshoffen / CSC Camille Claus	113 300 €
Association du centre socioculturel de la Montagne Verte	78 600 €
Association du centre socioculturel de l'Elsau	99 420 €
Association du centre socioculturel de la Robertsau	102 500 €
Association du centre socioculturel de la Krutenau	45 900 €
Association du centre socioculturel du Fossé des Treize	134 400 €
Association des résidents de l'Esplanade	144 700 €

dont 66 000 € correspondant à la participation de la Caisse d'Allocations Familiales aux activités menées rue de HauteFort et qui sera remboursée à la Ville dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

B. Allocation d'une deuxième tranche de subvention de fonctionnement aux associations socioculturelles :

Association citoyenne interculturelle	27 300 €
Association les Bateliers	31 800 €
Association de gestion de la Maison des Associations	77 500 €
Association Porte Ouverte	39 400 €
Centre culturel et social Rotterdam	40 200 €
Association d'éducation populaire saint Ignace	49 700 €
Organisation populaire des activités de loisirs - OPAL	38 800 €

Association Eveil Meinau	12 800 €
Association Lupovino	24 900 €
Association Maison des Potes	8 440 €
Garderie restaurant la Clé des Champs	49 800 €
Association je joue, je vis – Ludothèque de la Meinau	13 700 €
Céméa Alsace	4 500 €
Association Les Disciples	11 900 €
Animation Médiation Insertion - AMI	8 600 €
Gospel Kids	20 100 €

C. Allocation de subventions de fonctionnement :

Institut pour la promotion du lien social	2 500 €
Association solidarité culturelle Koenigshoffen	8 600 €
Association Maison des Jeux	10 000 €

2. l'allocation de subventions dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse :

Association du centre socioculturel Au-delà des Ponts	11 100 €
Association d'éducation populaire saint Ignace	10 500 €
Association du centre socioculturel du Neuhof - Ludothèque	10 700 €
Association du centre socioculturel de la Meinau	51 950 €
Association du centre socioculturel de la Krutenau	26 300 €
Association la Croisée des Chemins – le Croisillon	6 000 €
Ligue de l'enseignement	12 000 €
Club sportif de Hautepierre	14 000 €
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	8 400 €

3. l'allocation de subventions dans le cadre du Contrat urbain de cohésion sociale, versées par la Mission Politique de la Ville :

Association du centre socioculturel de Hautepierre - « Gestion des gymnases de Hautepierre dans le cadre d'une occupation libre encadrée » (n°19)	1 000 €
Animation Médiation Insertion – AMI - « Sport, loisir et santé » (n°279)	1 000 €
Centre culturel et social Rotterdam - « Les arts pour le Respaix » (n° 87)	1 000 €

4. Convention de mise à disposition de patrimoine immobilier avec l'association suivante :

Association du Centre socioculturel Au-delà des Ponts

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et les décisions attributives relatives aux subventions, à solliciter la participation de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse et à signer la convention de mise à disposition de patrimoine immobilier avec l'association du centre socioculturel Au-delà des Ponts.

Adopté

30 Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Le Conseil est appelé à approuver le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Association Viva-Spach	2 450 €
La Strasbourgeoise	750 €
Association de Gestion de la Maison des Associations	100 000 €
Association DODEKAZZ	5 000 €
Centre Social et Culturel de la Krutenau	7 000 €
Association Je joue, je vis	4 000 €
Association des Habitants du Quartier Gare - AHQG	1 200 €
Les Ateliers d'Eden	1 200 €
Cronenbourg Animation	3 000 €
Centre Social et Culturel de la Meinau	3 000 €
Orphelins de Pères « Malgré Nous » d'Alsace Moselle - OPMNAN	250 €
Les Films du Spectre	40 000 €
Institut Européen d'Ethique Alimentaire	40 000 €
Association des Résidents des Poteries	300 €
Kartier Nord	1 000 €
Association La Chambre	850 €

Il lui est également demandé d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté

CULTURE ET SPORT

31 Approbation du Projet scientifique et culturel du Musée de l'Oeuvre Notre-Dame.

Le Conseil est appelé à approuver le Projet Scientifique et Culturel établi par le musée de l'Œuvre Notre-Dame, document préalable à toute demande de participation financière de l'Etat.

Il est demandé au Conseil d'accepter le principe de l'évolution du nom du musée comme suit « Musée des Arts du Moyen Age – Œuvre Notre-Dame ».

Adopté

32 Musée de l'oeuvre Notre-Dame : Création de nouveaux espaces d'exposition / Mise en sécurité et rénovation des toitures et charpentes.

Le Conseil est appelé à approuver l'opération d'aménagement, de mise aux normes et accessibilité de deux salles de dessins d'architecture, ainsi qu'une mise en sécurité partielle dans le Musée de la Fondation de l'œuvre Notre Dame et la rénovation des toitures et charpentes pour un montant de 2 780 000 € TTC.

Il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à lancer, à mettre en concurrence, à signer et à exécuter les marchés d'études, de travaux, de services et de fournitures, conformément au Code des Marchés Publics se rapportant à l'opération ;
- à signer les dossiers de demandes de permis de démolir et de permis de construire y afférant ;
- à solliciter auprès tous les partenaires concernés les participations financières, subventions et mécénats, qui pourront être mis en œuvre et à signer tous les documents en résultant ;
- à signer l'avenant à la convention de mise à disposition des locaux relative à la subvention pour les équipements muséographiques nécessaires au projet entre la Ville et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

Adopté

33 Approbation d'un protocole d'accord en vue de l'indemnisation de la famille Strauss dans le cadre de la spoliation supposée d'une oeuvre de Sano di Pietro.

Le Conseil est appelé à approuver l'accord permettant la conservation de l'œuvre dans les collections strasbourgeoises, moyennant une indemnisation à la famille Strauss.

Il lui est en outre demandé d'autoriser le Maire ou son représentant à conclure le

protocole d'accord lié à cette affaire.

Adopté

34 Enrichissement des collections des musées.

Le Conseil est appelé à accepter :

pour le MUSEE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN

les dons suivants :

- une série d'œuvres de Jean-Marie Krauth, pour une valeur de 75 000 €,
- le don par la Société des Amis du MAMCS d'un tableau de Marcelle Cahn La rame, n° 4 pour une valeur de 12 000 €,

le dépôt d'une aquarelle de Damien Deroubaix My Journey to the Stars (Mon voyage vers les étoiles), pour une valeur d'assurance de 30 000 € ;

Il lui est également demandé d'approuver :

pour le MUSEE TOMI UNGERER – CENTRE DE L'ILLUSTRATION

l'acquisition d'une série d'affiches de l'artiste André François pour le prix de 20 000 €.

Il lui est en outre demandé d'accepter le don de dessins de Claude Ribot d'une valeur de 23 400 €.

Le Conseil est appelé à charger le Maire ou son-sa représentant-e d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous documents y relatifs.

Adopté

35 Organisation d'expositions temporaires dans les musées, dernier trimestre 2014 et 2015.

Le Conseil est appelé à approuver

- l'organisation par le Musée d'art moderne et contemporain :
 - d'une exposition intitulée Regards sur la scène artistique contemporaine du Kazakhstan du 5 décembre 2014 au 1^{er} mars 2015, pour un budget prévisionnel de 5 000 €,
 - d'une exposition dédiée à Philippe Lepeut, Listen to the quiet voice du 11 avril au 13 septembre 2015, pour un budget prévisionnel de 20 000 €,
 - d'une exposition présentant des œuvres de Valérie Favre, 2 octobre 2015 au 14 février 2016 (dates à confirmer), pour un budget prévisionnel de 200 000 €,
- l'organisation par le Musée des Beaux-Arts, d'une exposition Jusepe de Ribera à Rome. Autour du premier Apostolado du 27 février au 31 mai 2015, pour un budget

prévisionnel de 95 000 €.

Il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à lancer et exécuter les procédures de marchés relatifs à ces événements, conformément aux règles de passation et aux délégations en vigueur en matière de marchés publics.

Adopté

36 Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à participation pour la saison hors-les-murs en préfiguration du Shadok, fabrique du numérique.

Le Conseil est appelé à décider :

- d'allouer les subventions suivantes :

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé
L'école du livre	projet	10 000 €	8 000 €
Lycée le Corbusier	projet	1 500 €	1 500 €
Station Magnétique	projet	5 000 €	5 000 €
Les règles de la nuit	projet	2 000 €	2 000 €
Art-i-média	projet	8 000 €	6 000 €
Zinc	projet	7 300 €	6 000 €
Bellastock	projet	10 000 €	10 000 €
Les enfants de la pluie - l'autre association	projet	1 000 €	1 000 €
INVOCAT	projet	2 600 €	2 600 €
L'Arrach'Choeur	projet	4 000 €	4 000 €

- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer les conventions y afférentes.

Adopté

37 Attribution des prix Ritleng et Pflimlin aux étudiants diplômés, promotion 2014 de la HEAR - Haute Ecole des Arts du Rhin.

Il est demandé au Conseil d'allouer :

- l'attribution du prix Ritleng 2013 pour un montant de 630 € à l'étudiante diplômée : Claire Boulle,
- l'attribution du prix Pflimlin 2013 pour un montant de 630 € à l'étudiante diplômé : Alice Saey.

Le Conseil est appelé à autoriser M. le Maire à procéder au versement des prix Ritleng et Pflimlin 2014.

Adopté

38 Représentation de la Ville de Strasbourg au sein de différentes instances en matière de patrimoine :

- de la commission locale du patrimoine mondial ;
- de la commission régionale du patrimoine et des sites ;
- de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites examinant les recours contre l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

Le Conseil est appelé à décider de revenir sur la désignation de ses représentants à la commission locale du patrimoine mondial.

Il lui est demandé de désigner pour le représenter :

à la Commission locale du Patrimoine Mondial

Titulaires	Suppléant(e)s
Roland RIES	Souad EL MAYSOUR
Alain FONTANEL	Paul MEYER
Robert HERRMANN	Alain JUND
Michèle SEILER	Nawel RAFIK ELMRINI
Pascal MANGIN	Thierry ROOS

à la Commission régionale du patrimoine et des sites

Titulaire	Suppléant(e)
Alain FONTANEL	Michèle SEILER

à la section de la Commission régionale du patrimoine et des sites examinant les recours contre l'avis de l'Architecte des bâtiments de France

Titulaire	Suppléant(e)
Alain FONTANEL	Michèle SEILER

Adopté

39 Relations financières entre la Ville et le Racing club de Strasbourg - saison 2014-2015

Le Conseil est appelé à approuver :

1. la conclusion d'une convention financière entre la Ville de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace, au titre de la saison sportive 2014-2015, d'un montant de subvention de 350 000 € pour la réalisation d'actions d'intérêt général telles que :
 - invitation des clubs de football strasbourgeois aux matchs du RCSA disputés à domicile,
 - accueil des titulaires de la carte du bénévole,

- organisation de la Coupe du Monde des quartiers,
 - parrainage de clubs de football strasbourgeois,
 - des actions de promotion du fair-play, telles que :
 - lecture de la charte du fair-play lors de matchs à grandes affluences par un jeune footballeur,
 - Rencontres avec les joueurs de l'équipe « 1 »,
 - trophée du fair-play ;
2. la passation d'un marché public entre la Ville de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace pour un montant total estimé à 167 700 € HT, pour l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature de la Ville sur divers supports de communication tels que :
- billets d'entrée,
 - panneaux publicitaires à l'intérieur du stade de la Meinau,
 - effets vestimentaires des joueurs,
 - annonces sonores.

Il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les documents concourant à l'exécution de la présente délibération, en particulier la convention financière et le marché public en application de l'article 30 du Code des marchés publics, ainsi que tous autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté

40 Relations financières entre la Ville et la SAEMSL SIG Basket - saison 2014-2015.

Le Conseil est appelé à approuver la conclusion entre la Ville et la SAEMSL SIG Basket, au titre de la saison sportive 2014-2015, des contrats suivants :

1. **une convention financière**, d'un montant de subvention de 680 000 €, dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général, d'actions éducatives, d'intégration et de cohésion sociale. Ces missions portent pour l'essentiel sur les actions suivantes :
 - organisation de six après-midi de l'opération dénommée « Découvre le Basket Pro » pour les jeunes des quartiers strasbourgeois ; avec des associations encadrant des jeunes ;
 - organisation d'opérations dénommées « clinic basket » qui sont des rencontres techniques entre les entraîneurs de clubs strasbourgeois et le staff technique de la SIG ;
 - organisation d'une opération handisport (démonstration à l'occasion d'un match de l'équipe professionnelle) ;
 - accueil de titulaires de la carte du bénévole sportif de clubs strasbourgeois à raison de 100 par match ;
 - organisation d'actions de promotion du fair-play ;
2. **un marché public**, pour un montant total estimé à 375 500 € HT pour l'exécution de prestations de services portant sur l'achat de billetterie et la mise en place de la signature

de la Ville sur des supports de communication tels que :

- les tunnels d'angle ;
- visuel parquet ;
- les maillots des joueurs ;
- les programmes de chaque rencontre disputée à domicile ;
- achat de billetterie.

Il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e, à signer et à exécuter la convention financière ainsi qu'à négocier puis signer le marché après attribution par la Commission d'appel d'offres, en application de l'article 30 du Code des marchés publics, ainsi que tous autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté

41 Versement de subventions à diverses manifestations et associations sportives strasbourgeoises.

Le Conseil est appelé à approuver l'allocation de subventions pour un montant total de **138 750 €** réparti comme suit :

- **100 500 €** aux associations sportives suivantes :

Amicale des Egoutiers	1 000 €
Soutien à la participation du club à la coupe d'Europe de quilles organisée à Ohringen en Allemagne du 29 septembre au 4 octobre 2014.	
ASPTT Strasbourg	15 000 €
Soutien à la gestion du centre sportif Ouest	
AS Pierrots Vauban	77 500 €
Soutien à l'équipe évoluant en division d'honneur (acompte de la subvention 2014-2015)	
Gym Club Neudorf	1 000 €
Soutien à la participation du club à la finale du championnat de France de gymnastique rythmique organisée à Saint Briec le 1 ^{er} juin 2014	
Office des sports	3 000 €
Soutien à l'acquisition de billets d'entrée permettant à 500 jeunes licenciés sportifs strasbourgeois d'assister au spectacle « le Grand cirque de Noël » le 13 décembre 2014 au Zénith de Strasbourg	
Racing Club de Strasbourg Omnisports	3 000 €
Soutien à la participation de la section quilles à la coupe du Monde des clubs champions, organisée à Hard en Autriche en du 30 septembre au 4 octobre 2014 : 2 000 €	
Un montant supplémentaire de 1 000 € sera versé en cas de qualification du club pour la Champions League.	

- **38 250 €** aux associations sportives suivantes :

AO Gazelec	1 000 €
Soutien à l'organisation, les 4 et 5 octobre 2014, d'une régate « Coupe du Rhin » à Plobsheim	
Association des Courses de Strasbourg Europe	8 000 €
Soutien à l'organisation de la « Strasbourgeoise », dans le cadre de l'opération « Ruban rose »	
Ligue d'Alsace de Golf	25 000 €
Organisation d'un tournoi international féminin – étape du Générali Ladies European Tour Access séries du 10 au 13 septembre 2014 au golf de Strasbourg	
SL Constantia	1 375 €
Soutien à l'organisation, en partenariat avec l'association Strasbourg Université Club, de la 2 ^e édition de « Volley-vous jouer », manifestation organisée, au mois de septembre 2014, pour promouvoir le volley-ball féminin	
Strasbourg Université Club	1 375 €
Soutien à l'organisation, en partenariat avec l'association SL Constantia, de la 2 ^e édition de « Volley-vous jouer », manifestation organisée, au mois de septembre 2014, pour promouvoir le volley-ball féminin	
Strasbourg Volley-ball	1 500 €
Soutien à l'organisation de la 5 ^e édition du challenge Vilnius Gasiunas à Strasbourg les 6 et 7 septembre 2014	

Il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté

42 Versement de subventions d'équipement à diverses associations sportives strasbourgeoises.

Le Conseil est appelé à approuver l'allocation de subventions pour un montant total de **59 345 €** réparti comme suit :

- **55 820 €** aux associations sportives suivantes :

ASPTT Strasbourg	10 450 €
- Soutien à l'acquisition de matériel d'escalade : 450 €	
- Soutien à l'acquisition d'un sauna : 10 000 €	
Cercle de l'Aviron Strasbourg	1 000 €
Soutien à l'acquisition d'un bateau	
Cercle Nautique Ill Club	2 800 €
Soutien au renouvellement du matériel de sécurité et du matériel navigant	
Ecole d'Equitation du Waldhof	7 070 €
Soutien à l'acquisition de matériel	

Etoile Noire	20 000 €
Soutien à l'acquisition de matériel de hockey	
La Sportive Neuhof	900 €
Soutien à l'acquisition de matériel de gymnastique	
SGS La Strasbourgeoise	4 750 €
Soutien à l'acquisition de matériel de gymnastique	
Strasbourg Eaux Vives	4 100 €
Soutien à l'acquisition de bateaux	
Strasbourg GRS	1 300 €
Soutien à l'acquisition d'un praticable	
ULM Découverte	3 450 €
Soutien à l'acquisition de matériel permettant de construire un ULM destiné à l'initiation des enfants	

- **3 525 €** aux associations sportives suivantes :

Ecole d'Equitation du Waldhof	3 395 €
Soutien aux travaux d'amélioration des conditions de pratique	
SGS La Strasbourgeoise	130 €
Soutien à la mise aux normes des paniers de basket	

Le Conseil est appelé à autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté

43 Versement d'acomptes de subventions aux clubs de haut niveau amateur. Saison sportive 2014/2015.

Il est demandé au Conseil d'approuver le versement d'acomptes de subventions dans le cadre des activités de haut niveau amateur pour un montant total de 603 500 €, au titre de la saison sportive 2014/2015, aux associations sportives suivantes :

SPORTS COLLECTIFS :

ASL Robertsau	2 500 €
(soutien aux activités de handball féminin => N3)	
ASPTT Strasbourg	15 000 €
(soutien aux activités de handball féminin => N1)	
Constantia Neudorf	6 000 €
(soutien aux activités de volley-ball féminin => N2)	
Entente Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball (ESSAHB)	90 000 €
(soutien aux activités de handball masculin => D2)	

Etoile Noire de Strasbourg (soutien aux activités de hockey sur glace masculin => Ligue Magnus)	115 000 €
Libellules de Strasbourg (soutien aux activités de basket-ball féminin => N3)	2 500 €
Rugby Club de Strasbourg (soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 2)	102 000 €
SG Alsatia Neuhof (soutien aux activités de volley-ball masculin => N2)	2 500 €
Société de Natation de Strasbourg (soutien aux activités de water-polo masculin => Elite)	77 500 €
Strasbourg Université Club (soutien aux activités de volley-ball masculin => N3) : 2 500 € (soutien aux activités de volley-ball féminin => N3) : 2 500 €	5 000 €
Strasbourg Volley-Ball (soutien aux activités de volley-ball masculin => N1)	45 000 €

SPORTS INDIVIDUELS PAR EQUIPE :

ASPTT Strasbourg (soutien aux activités de badminton => N1, 9 000 €) (soutien aux activités d'haltérophilie => N1, 5 000 €) (soutien aux activités de natation => N1A, 2 500 €)	16 500 €
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure (soutien aux activités de basket – haltérophilie => N1)	15 000 €
Ballet Nautique de Strasbourg (soutien aux activités de natation synchronisée => N1)	9 000 €
Strasbourg Agglomération Athlétisme (soutien aux activités d'athlétisme => N1C)	9 750 €
Strasbourg Eaux Vives (soutien aux activités de canoë-kayak => N1)	25 000 €
Strasbourg GRS (soutien aux activités de gymnastique rythmique => N1)	19 000 €
Strasbourg Université Club (soutien aux activités d'escrime => N1, 10 000 €) (soutien aux activités de gymnastique artistique => N1, 7 500 €)	17 500 €
Tennis Club de Strasbourg (soutien aux activités de tennis => D1)	28 750 €

Il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté

INTERPELLATIONS

- 44 Interpellation de Monsieur François LOOS concernant un espace pour le marché de l'Art contemporain.**

L'interpellation et la réponse apportée figurent en annexe du présent compte rendu.

- 45 Interpellation de Madame Fabienne KELLER : Emploi, attractivité et rayonnement : mettre fin au grand décrochage de Strasbourg.**

L'interpellation et la réponse apportée figurent en annexe du présent compte rendu.

- 46 Interpellation de Monsieur Jean-Emmanuel ROBERT : Agir contre les nuisances et troubles à l'ordre et la sécurité sur l'espace public.**

L'interpellation et la réponse apportée figurent en annexe du présent compte rendu.

- 47 Interpellation de Monsieur Jean-Emmanuel ROBERT : Dépénalisation du stationnement payant : quelle politique à Strasbourg ?**

L'interpellation et la réponse apportée figurent en annexe du présent compte rendu.

Question d'actualité relative à la réforme territoriale.

LE MAIRE,



ROLAND RIES

Annexes au compte-rendu sommaire du Conseil Municipal du 22 septembre 2014

--oo--

Interpellations

44 Interpellation de Monsieur François LOOS concernant un espace pour le marché de l'Art contemporain.

M. Loos :

Merci M. le Maire. J'ai cru dans le débat précédent entendre des choses qui étaient proches de ce que je souhaite vous entendre dire sur le marché de l'art puisqu'on parlait de tailles de salles et d'effets levier de grands événements. C'est Serge Oehler qui a dit cela à propos du rallye. Moi je crois aux effets levier de grands événements et je pense que l'art c'est de l'économie et à ce titre il faut se poser la question de savoir si Strasbourg a la place qu'elle mérite ou qu'elle pourrait avoir.

Voici juste quelques chiffres pour poser le tableau : le marché de l'art c'est environ 1,5 milliard d'euros en France, ce sont 400 000 emplois dans l'Union européenne et ce sont 47 milliards d'euros au niveau mondial. Là-dedans, si on regarde dans notre proximité qui en tire profit, évidemment Bâle est la principale foire d'art contemporain au monde, Bâle a même réussi à créer sa marque « Art Basel » et fait des expositions dans le reste du monde sous sa marque. « Art Cologne » est la troisième après Bâle et Baden-Baden a une fondation que tout le monde connaît : la fondation Burda et Karlsruhe a le ZKM. Si l'on regarde les échanges économiques qui sont faits dans les ventes aux enchères au niveau national, Strasbourg et l'Alsace sont en queue de peloton de très loin par rapport à toutes les autres régions de France. Il se fait un chiffre d'affaires d'environ 1,9 millions d'euros à Entzheim alors que nous sommes loin derrière l'avant-dernier qui est la Franche-Comté à 5,7 millions d'euros, le Languedoc-Roussillon à 6,5 millions d'euros, le Limousin à 6,5 millions d'euros. Nous sommes parmi les mauvais et nous sommes très mauvais parmi les mauvais.

Il faut réagir et si on regarde seulement la situation des villes allemandes ou suisses, on peut se dire qu'elles ont une avance très importante mais si on se compare à Nancy ou à Metz on s'aperçoit qu'on est aussi très loin derrière eux. Une comparaison c'est la comparaison des salles disponibles pour accueillir de grandes expositions. Si on prend Strasbourg, aujourd'hui il y a l'Aubette, il y a les salles qui sont dans les musées et il n'y a pas de grande salle disponible pour les grandes expositions. Nancy a une salle de 1 000 m² et une salle de 3 600 m². Metz a le centre Pompidou avec 10 700 m² de surface disponible avec plusieurs salles supplémentaires.

Pour nos artistes, pour la place de Strasbourg, pour l'économie que cela représente, j'ai vu que vous avez embauché une directrice de la culture, quel mandat lui avez-vous donné et quels objectifs lui avez-vous donnés dans ce domaine ? Est-ce que vous avez une ambition dans ce domaine ou est-ce que vous considérez que tout cela est trop cher pour nous et qu'on ne peut pas se le permettre ? Moi je crois à l'effet levier des grands événements et je voudrais que de grands événements soient possibles comme ils le sont dans le sport. C'est pour cela que je vous attends sur ce sujet, M. le Maire.

Réponse de M. Fontanel :

Merci pour cette question plein d'entrain sur un sujet important. Je rejoins dans les grandes lignes le raisonnement que vous avez développé, M. Loos, sans pour autant arriver à la conclusion qui est la vôtre. Vous avez raison de souligner que la culture est devenue aujourd'hui, encore plus qu'il y a quelques années, un élément essentiel d'affirmation de l'identité d'un territoire et donc de son attractivité.

Les politiques culturelles doivent avoir pour objectif de soutenir la création et de permettre l'accès du plus grand nombre à la culture et à l'art. Elles participent ainsi à l'activité d'un secteur particulièrement important en terme d'emplois, vous le soulignez, il faut le rappeler, la culture c'est en Alsace 12 000 emplois dont 8 500 à Strasbourg. De l'emploi qui se développe puisqu'il a augmenté de plus de 20 % au cours des 6 dernières années.

Il est donc important de construire une politique culturelle ambitieuse mais aussi lisible et donc visible. Vous prenez toutefois, M. Loos, comme principal voire unique prisme de cette problématique la question du marché de l'art contemporain pour en conclure et pour proposer l'aménagement de locaux d'exposition de 5 à 31 000 m² si j'ai bien compris. Une seule idée, une idée importante, je le reconnais, une idée vaste. Strasbourg a construit avec le temps un véritable écosystème de la culture et de l'art. Nous pouvons et nous devons donc continuer à le renforcer et à le redynamiser en permanence car la culture c'est avant tout l'énergie de la création, c'est un axe des mandats donnés à la direction de la culture.

L'art contemporain est un des atouts culturels de notre ville sur le plan de la formation bien sûr avec la Haute école des arts du Rhin, je salue sa Présidente Souad El Maysour, et avec aussi l'université qui forme à l'excellence les milieux artistiques. Il y a d'ailleurs, il faut le signaler, deux étudiants du Master I de la faculté des arts de l'UNISTRA qui viennent d'être désignés lauréats de la biennale de création du mobilier urbain.

Sur le plan de la formation donc mais aussi sur le plan des ventes d'art contemporain avec de nombreuses galeries mais aussi bien sûr avec St-Art, la deuxième foire d'art contemporain la plus ancienne de France après la FIAC et la première hors de Paris. Elle réunit chaque année près de 30 000 visiteurs avec le soutien de la Ville et de la Région, c'est un moment important tout comme le salon du métier d'art qui réunit chaque année plus de 17 000 visiteurs.

Sur le plan de la formation donc, sur le plan des ventes et de l'exposition mais aussi plus généralement sur le plan des musées et des expositions avec bien sûr le MAMS qui réunit un très grand nombre d'expositions chaque année et qui avec la seule exposition Buren devrait dépasser les 70 000 visiteurs, avec des expositions d'artistes contemporains régionaux, alsaciens ou actifs dans notre région par exemple pour citer les derniers Patrick Bailly-Maitre-Grand à l'été 2014, Clément Cogitore au printemps de la même année et dès l'année prochaine Philippe Lepeut.

Il est vrai que la concurrence entre territoires culturels est particulièrement forte aujourd'hui. Des villes de tailles différentes ont imposé leurs marques sur le plan culturel en France et à l'étranger et plus récemment ont su s'imposer comme de véritables territoires de culture. On pense bien sûr à Metz avec le centre Georges Pompidou, avec Lens et le Louvre ou aussi dans une autre dimension avec le musée d'art et d'industrie André Diligent dans la piscine de Roubaix qui connaît un succès extrêmement important. Au-delà de nos frontières il y a bien sûr Bâle, la fondation Burda à Baden-Baden ou le ZKM à Karlsruhe qui constituent des lieux de concurrences particulièrement importants. Il faut le souligner, ils reposent souvent sur des initiatives publiques et des financements publics mais aussi très souvent sur des financements privés.

Les comparaisons ne nous sont donc pas forcément défavorables. Le MAMS, vous le savez, figure chaque année dans le haut du classement des meilleurs musées régionaux. En 2013, le journal des arts, magazine de référence en la matière, classait Strasbourg à la 3^{ème} place de son palmarès des villes d'art et de patrimoine juste derrière Bordeaux et Lyon.

La question d'une grande salle d'exposition, vous évoquiez jusqu'à 30 000 m² et je pense qu'on dépasse le faisable puisque c'est la taille du futur parc des expositions et pour cette taille il faut un investissement de 150 millions d'euros donc j'imagine que ce ne sont pas les éléments de référence que vous souhaitiez réellement apporter. Vous posez la question d'une grande salle d'exposition, elle se pose effectivement au regard de l'enjeu de l'attractivité et de nos musées. Les expositions temporaires ont besoin d'espaces de grande taille et ce sont ces expositions temporaires qui permettent d'attirer le public pour les expositions permanentes et donc d'assurer en permanence le flux de visiteurs dans ces musées. Encore faut-il trouver les synergies et la taille raisonnable pour ces salles. Mais, vous l'évoquiez vous-même, nous sommes évidemment dans un univers de contraintes de moyens.

La question est donc de savoir s'il faut tout miser sur un investissement de cette importance pour une seule grande salle d'exposition comme soutien à l'art contemporain. C'est là où je ne partage pas la conclusion de votre analyse. Nous devons travailler avec l'ensemble des acteurs pour soutenir la création et favoriser les expositions dans différents lieux de la ville. Le débat qui agite à Helsinki, les pros et les antis Guggenheim

et cet outil est à ce titre particulièrement significatif des enjeux actuels. Il est primordial de valoriser la singularité des acteurs culturels d'un territoire plutôt que de tout miser sur un seul lieu ou une marque unique aussi prestigieuse qu'elle soit.

De plus, le champ de l'art contemporain est aujourd'hui largement ouvert à des expérimentations et des propositions qui associent d'autres disciplines artistiques. Les lieux les plus appropriés doivent être des lieux ouverts qui permettent de présenter ces propositions sur un mode professionnel mais où la convivialité est intégrée d'emblée comme partie prenante du projet. Ce sont des lieux de vie accessibles à tous. Des lieux de cette nature pourraient être envisagés à Strasbourg, on peut bien sûr citer la manufacture des tabacs ou encore la Laiterie qui nécessitent une reprogrammation et une réorganisation d'ensemble ou encore la Coop qui offre de très belles opportunités et qui constitue une des priorités en matière culturelle et en matière d'économie créative dans le cadre de ce mandat et c'est là que nous chercherons une réponse adaptée à cette ambition culturelle que je partage comme vous pour notre ville. Je vous remercie.

45 Interpellation de Madame Fabienne KELLER : Emploi, attractivité et rayonnement : mettre fin au grand décrochage de Strasbourg.

Mme Keller :

M. le Maire, le think-thank de gauche « Terra Nova » en lien avec « Les Echos » a publié début septembre une étude sur la fracture des revenus entre les régions. L'étude s'intéresse particulièrement au dynamisme des métropoles en examinant l'évolution de l'emploi salarié dans les communautés urbaines et leurs villes centres de 2008 à 2012.

Des 9 grandes agglomérations et villes centres examinées, Strasbourg détient la triste palme du nombre d'emplois nets perdus sur la période. De 2008 à 2012 la CUS perdait 3 806 emplois alors que le Grand Toulouse en créait 18 764, Nantes Métropole 10 586 et le Grand Lyon 9 051. De son côté, dans des proportions plus graves encore, Strasbourg a perdu 5 165 emplois au cours de ces quatre années, alors que Toulouse en créait 21 020 et Nantes 11 301.

De 2008 à 2012, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Lyon et Montpellier ont absorbé 57 % des créations nettes d'emplois, Strasbourg demeurant aux abonnés absents et ratant son rendez-vous avec l'attractivité, le dynamisme et la croissance.

Pourtant Strasbourg et la CUS regorgent d'atouts : position transfrontalière remarquable ; tissu économique dense et historique ; son statut de capitale européenne ; son université de rang mondial ; sa desserte TGV... Il n'y avait pas de fatalité. Rien ne nous destinait et surtout rien ne nous condamnait à manquer le train des créations d'emplois et de la sortie de crise.

Le grand décrochage de Strasbourg, on le doit à la perte d'ambition, de mobilisation et de dynamisme de la puissance publique locale : abandon et retard du GCO pendant de longues années ; abandon du projet de PEX en 2008 et stagnation depuis, on entend parler de report ; absence d'un véritable marketing territorial ; absence d'une vision stratégique effective et c'est ainsi que Strasbourg est la seule grande ville de France qui ne participe pas au réseau Invest in French Metropolises ; non mobilisation pour les

grandes infrastructures comme la seconde phase de la LGV Rhin-Rhône ; absence d'investissements d'avenir structurants ; fiscalité locale pénalisante et paralysante pour le développement économique...

Face à la crise dont souffrent durement les Strasbourgeois, l'emploi est bien sûr la première des priorités. La Ville et la CUS ne peuvent pas se défilier face à leurs missions de dynamisation et de mise en valeur du territoire. L'attractivité économique de notre agglomération dépend des décisions et orientations de ses dirigeants.

Nous ne pouvons que regretter le grand écart entre votre communication officielle et la réalité vécue par notre ville et ses habitants. Vous placardez « Strasbourg The Eurooptimist » à grand frais sur les tramways et panneaux publicitaires strasbourgeois mais notre ville dans les faits perd des milliers d'emplois et les entreprises ferment les unes après les autres. Vous communiquez sur « Strasbourg aime ses étudiants », mais comme l'a mis en exergue mon collègue conseiller communautaire Thibaud PHILIPPS, Strasbourg n'est que la 12^{ème} ville préférée des étudiants, bien derrière nombre de villes plus petites et aux universités moins renommées. Lors de la campagne municipale vous communiquez sur les comptes de la Ville et de la CUS en forme olympique et vous nous expliquez aujourd'hui que nous devons subir une cure drastique de remise en forme budgétaire et financière.

En effet, vos récentes déclarations, ainsi que celles du Président de la CUS montrent que la mauvaise gestion, enfin avouée, des 6 dernières années réduira encore davantage les marges de manœuvre alors que les Strasbourgeois et les habitants de notre agglomération sont dans la difficulté et doivent être épaulés et encouragés.

Il est temps de quitter le confort du papier glacé pour investir le terrain des réalités.

Nous vous appelons à prendre l'engagement de la stabilité fiscale pour les ménages et les entreprises à la Ville et à la CUS. Nous appelons également à engager une grande réflexion publique et mobilisatrice avec l'ensemble de la société civile et des forces vives et économiques afin de définir, pour les 6 prochaines années, les politiques publiques prioritaires et stratégiques au service de l'emploi, de l'attractivité et du rayonnement de Strasbourg.

Je vous remercie.

Réponse de M. le Maire :

Madame la Conseillère municipale, comme vous y allez. J'ai souhaité répondre moi-même à votre interpellation pour marquer d'abord ma forte désapprobation face à l'exploitation que vous essayez de faire du rapport de « Terra Nova » et « les Echos » sur l'économie.

Je ne peux m'empêcher de penser que vous avez fait une lecture bien trop rapide de ce rapport en ne recherchant que ce qui vous arrangeait, ce qui vous permettrait de faire des effets de manche en Conseil municipal. Mais, Madame, en procédant ainsi, en utilisant des arguments qui ne sont pas justes, vous dénigrez notre territoire.

Comme vous évoquez une baisse du nombre d'emplois à Strasbourg, je vous apporte une première réponse parfaitement factuelle et précise et vérifiable : de 2009 à 2013 Strasbourg a créé 1 317 emplois soit une progression certes insuffisante de 1,3 % alors que sur l'ensemble de la région l'emploi déclinait de 0,1 %. Les 5 000 emplois perdus dont vous parlez concernent, vous pouvez le vérifier par une lecture plus attentive de ce rapport, une vaste zone de 267 communes et je reviendrais là-dessus.

Vos attaques répétées sur le prétendu décrochage de Strasbourg font fi des nombreux talents et des atouts indéniables de notre territoire. Des talents et des atouts sur lesquels nous nous appuyons et que nous ne manquons jamais au quotidien de valoriser.

Comment ne pas apprécier que notre territoire accueille une Université avec 3 prix Nobels, 1^{ère} Université Française hors-Paris au Classement de Shangai, avec ses 50 000 étudiants, dont 20 % d'étudiants étrangers, symbole d'une ville et d'une Université qui attire et rayonne au niveau mondial ?

Comment ne pas déceler le potentiel d'innovation de notre territoire, quand Strasbourg et la CUS accompagnent la mise en œuvre de 45 projets de recherche et développement à fort potentiel dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir, pour un montant total d'un milliard d'euros de dotation ?

Comment nier le potentiel que représente ici le développement des secteurs du numérique et des technologies médicales, je pense notamment aux réussites de l'IRCAD et de nos start-up qui font rayonner Strasbourg en Europe et dans le monde ?

Comment ne pas observer que Strasbourg et la CUS tirent quasiment à elles seules la dynamique de production et de vente de logements neufs en Alsace, absorbant plus de 50 % des ventes depuis 2013 alors que ce chiffre frôlait les 10 % à la fin de votre mandature ?

Comment affirmer que Strasbourg décroche, alors que l'Europe et la France subissent une grave crise économique et que, dans ce contexte, Strasbourg conserve une dynamique positive, 3^{ème} territoire pour l'accueil des investissements étrangers en 2013, malgré une attractivité de l'Alsace et du grand quart Nord-Est en pleine érosion ?

Ces questions, Madame, elles me sont venues à l'esprit en vous écoutant, et au fond, elles se résument en une seule : comment nier à ce point toutes les richesses et tous les talents de notre territoire ?

Pour juguler la crise et bâtir un nouveau modèle de développement, je pense au contraire que nous devons mobiliser nos atouts et nos talents, pas les dénigrer.

Les métropoles de Lyon, Toulouse, Nantes, Rennes, Bordeaux et Montpellier captent la majeure partie des créations d'emplois en France, mais cela est une réalité depuis le début des années 2000. Au cours de ces années, ces villes ont su prendre le chemin de la croissance, car elles ont su bâtir des stratégies de développement économique, elles ont su faire émerger et consolider des filières innovantes, favoriser les créations d'entreprises et créer des espaces de dialogue avec les entrepreneurs. Elles ont recruté des équipes de développeurs économiques pour engager et mettre en œuvre ces stratégies.

C'est ce que Strasbourg n'a pas su faire dans les années 2000. C'est ce que nous avons entrepris à partir de 2008.

Dans cette même période, et encore aujourd'hui, ces métropoles ont été appuyées, consolidées, confortées dans leur rôle de métropole régionale par les collectivités locales, Région et Département, pour renforcer leurs fonctions métropolitaines, orienter les investissements sur les secteurs à fort potentiel de croissance, et bâtir un hinterland attractif sur le plan résidentiel.

Il n'est jamais trop tard pour vous préoccuper de cette question, Mme Keller, car je vous rappelle que c'est bien sous votre mandat que Strasbourg a dépassé, pour la première fois de l'histoire et de manière durable, le taux de chômage national.

Durant cette période des années 2000, alors que toutes les grandes métropoles françaises se mettaient en mouvement, Strasbourg et la CUS restaient immobiles. Sans stratégie économique, sans équipe de développeurs économiques, Strasbourg ne se battait plus à armes égales avec les autres métropoles françaises. En disparaissant progressivement de tous les salons et expositions où les grandes villes françaises, européennes et mondiales viennent afficher leurs projets pour attirer les investisseurs et les emplois, elle admettait ne plus avoir l'ambition de concourir avec les grandes métropoles.

S'il y a bien une période où Strasbourg a disparu des écrans radars de l'attractivité, c'est bien sous votre mandat, Mme Keller.

Dois-je vous rappeler que c'est nous, avec Jacques Bigot et Catherine Trautmann, sous le précédent mandat, qui avons mobilisé les acteurs économiques et scientifiques pour bâtir enfin une stratégie d'attractivité et de développement économique ? C'est nous qui avons recruté une équipe de développeurs économiques compétents et performants. C'est nous qui avons mobilisé des ressources en faveur du développement économique et de l'emploi, en faveur de la création d'entreprise innovante, avec la pépinière du PH8, la Plage digitale ou le biocluster des Haras, ou en faveur de l'artisanat avec l'hôtel d'entreprise de la Klebsau. C'est nous qui avons orienté les financements vers l'innovation, avec plus de 2 millions d'euros dédiés chaque année aux projets innovants portés par les pôles de compétitivité. C'est encore nous qui faisons un effort considérable pour accompagner la mise en œuvre du plan Campus. C'est nous qui mettons sur pied le grand projet de Campus des Technologies médicales pour faire de Strasbourg le territoire leader de ce secteur qui est évidemment un secteur d'avenir.

Notre ambition en faveur du développement économique et de l'attractivité de Strasbourg et de la CUS demeure intacte. C'est même notre priorité, comme nous l'avons rappelé récemment avec le Président de la CUS, Robert Herrmann.

Selon le rapport auquel vous faites référence, l'aire urbaine de Strasbourg comprend, je le rappelle, 267 communes dont deux dans les Vosges. En effet, ce vaste espace qui va très au-delà des limites de la CUS a perdu, lui, 5 165 emplois entre 2008 et 2012. Quel amalgame. Quelle rapidité de lecture pour essayer de dénigrer systématiquement ce que nous faisons.

Il y a longtemps que nous disons que l'Alsace n'est plus la région prospère que nous avons connue jusqu'à la fin des années 1990. Notre région a quasiment rejoint les moyennes nationales du chômage et ce déclin vous ne pouvez pas nous l'imputer à nous

car il s'est produit au début des années 2000 et il a d'ailleurs été au moins la conséquence indirecte de la chute du mur de Berlin et des nouveaux choix d'investissement des allemands en direction de la RDA.

Il faut donc en avoir conscience mais je crois qu'il ne faut pas se contenter d'observer et de critiquer mais il faut fédérer pour agir. Nous avons besoin d'une vraie mobilisation à tous les échelons inférieurs de Strasbourg, de l'Etat aux communes en passant par la Région et le Département. Les régions qui créent encore de l'emploi sont celles qui ont su créer des pactes territoriaux puissants en faveur de leur métropole permettant d'attirer les investissements et les filières porteuses de croissance. Le moins qu'on puisse dire c'est que votre interpellation ne va pas dans ce sens. Au contraire de votre démarche de clivage et de dénigrement, Mme Keller, il nous faut travailler ensemble pour promouvoir et conforter l'attractivité de Strasbourg. Je ne vous dis pas que cela est facile par les temps qui courent mais l'effort, j'en suis convaincu, sera d'autant plus efficace qu'il sera partagé.

Voilà ce que j'avais à répondre à Mme Keller.

46 Interpellation de Monsieur Jean-Emmanuel ROBERT : Agir contre les nuisances et troubles à l'ordre et la sécurité sur l'espace public.

M. Robert :

Je vous remercie, M. le Maire. En novembre 2012, vous avez adopté un arrêté interdisant la consommation d'alcool sur la voie publique de 21 h à 5 h dans certains secteurs de la Ville. Vous nous avez alors expliqué que cet arrêté visait à améliorer la question des nuisances nocturnes.

Près de deux ans après son instauration, il n'en est rien. Les plaintes des riverains pour nuisances sonores n'ont jamais été aussi nombreuses.

La consommation d'alcool en pleine rue n'a pas cessé. Pire, non seulement elle se poursuit la nuit mais elle s'est très fortement étendue à la journée.

Durant tout l'été, malgré les conditions climatiques difficiles, il ne s'est pas passé un jour sans que l'hyper-centre n'ait vu un public nombreux squatter dès les premières heures de la journée les Arcades de la rue des grandes Arcades, des rues adjacentes et des places comme la place Kléber (statue et tombeau de Kléber qui font quotidiennement office de buvette), en consommant de l'alcool en très grandes quantités.

En l'espèce, il ne s'agit pas de mendicité. Il ne s'agit pas de détresse sociale. Il ne s'agit pas de personnes marquées par les aléas de la vie. Il s'agit tout simplement de marginaux, de squatteurs et en partie de fêtards pour la nuit, souvent d'ailleurs très jeunes.

Leurs nuisances sont réelles et nombreuses. Elles démontrent que cet arrêté n'est pas respecté et encore moins appliqué. Elles démontrent surtout qu'il n'est pas adapté à la situation réelle.

Aussi, je souhaite connaître vos intentions afin d'apporter une réponse concrète à cette problématique.

Je vous propose par exemple d'établir un arrêté interdisant la consommation d'alcool sur la voie publique toute la journée et au minimum en période estivale mais aussi de le faire réellement respecter par les forces de l'ordre que sont la police municipale et la police nationale.

Je vous remercie.

Réponse de M. Herrmann :

Merci M. le Maire.

Mon cher collègue, avant de vous apporter une réponse, je voudrais dire que je fais un premier constat c'est que vous ne discutez pas assez souvent avec votre collègue Elsa Schalck, elle qui déclare sur son blog UMP que « le lieu qui s'est très vite imposé pour aller boire un verre comme l'endroit branché de référence à Strasbourg n'est autre que le K-Beach à Kehl, c'est en Allemagne que les Strasbourgeois se retrouvent en début de soirée ou en week-end. Pourquoi ce qui est possible du côté allemand ne l'est-il pas du côté français ? » C'était juste pour information et faire circuler l'information dans votre groupe politique.

Chers collègues, M. Robert a souhaité interpeler le Maire sur la question des nuisances sonores et sur les questions de sécurité sur l'espace public et je l'en remercie.

Sur l'arrêté municipal pris en novembre 2012 visant à interdire la consommation d'alcool sur les espaces publics à certaines heures tout d'abord, je tiens à rappeler qu'il a été pris dans le cadre des pouvoirs de Police du maire et qu'il vise à conforter l'intervention des services de la Police municipale et de la Police nationale quant à la qualification des infractions commises, sur un périmètre clairement défini et dans le cadre d'une étude précise des phénomènes de suralcoolisation menée à l'été 2012.

En d'autres termes, son objectif est à la fois de poser un cadre clair et lisible de ce qui est permis ou non sur l'espace public et de verbaliser les contrevenants.

Sur la base de cet arrêté, 147 personnes ont été verbalisées en 2013. Ces verbalisations s'ajoutent aux 626 verbalisations pour nuisances sonores délivrées sur la même période et aux 1 175 verbalisations pour ivresses publiques et manifestes. Vous le constaterez, les actions coordonnées de la Police nationale et de la Police municipale vont dans le sens d'une prise en compte accrue des phénomènes déviants sur l'espace public.

Vous demandez au Maire de prendre un arrêté interdisant la consommation d'alcool sur la voie publique toute la journée. Je veux vous rappeler qu'un arrêté pris par le Maire doit être conforme à la loi et que l'interdiction générale et absolue est prohibée. Et, comme je viens de le souligner, les forces de l'ordre font respecter l'arrêté municipal en vigueur.

Vous l'avez souligné, la lutte contre la suralcoolisation sur les espaces publics est engagée depuis deux ans. Mais je tiens à préciser que le plan d'actions mis en œuvre

comporte différents volets, allant de la sensibilisation des publics à la répression d'infractions qualifiées, en passant par le renforcement de l'offre de propreté urbaine.

Ainsi, nous avons mis en place une **équipe de médiateurs de nuit** qui intervient les soirées de fin de semaine pour sensibiliser les publics nocturnes sur le centre ville sur les questions de nuisances sonores : leur action est précieuse en termes de présence sur l'espace public et de compréhension des phénomènes.

Nous avons expérimenté la mise en place de **trois capteurs sonores sur l'espace public** depuis juin dernier, dans le cadre d'un travail concerté sur la vie nocturne, mené avec la Police Nationale, la Police Municipale, le service Débit de Boisson et Vie Nocturne, le service Prévention Urbaine et un certain nombre d'associations. Les capteurs ont été mis en place sur trois sites pilotes : la place Gutenberg, la place Saint Etienne et la place de Zurich, chacune de ces places comportant des caractéristiques similaires : position centrale dans la ville, taille moyenne, attractivité nocturne et présence d'une caméra de vidéoprotection à proximité pour faciliter les levées de doute.

Sur les deux mois tests nous avons pu constater :

- 59 déclenchements sur la place de Zurich,
- 52 déclenchements sur la place Gutenberg,
- 32 déclenchements sur la place Saint-Etienne.

Malgré tout, l'expérimentation a permis d'observer certaines limites de ce système actuellement en phase de test. En effet, des constats objectifs de nuisances ont parfois été réalisés sur ces espaces publics par les médiateurs ou par les forces de l'ordre sans déclenchement des capteurs. A l'inverse, certains déclenchements, une fois objectivés, n'ont pas révélé d'usage anormal de l'espace public. Enfin, l'environnement urbain, aménagement et bâti, influe sur le niveau sonore capté, atténuant ou amplifiant le phénomène sonore. Néanmoins, nous avons choisi de poursuivre l'expérimentation qui reste, je le rappelle, innovante au plan national.

Nous avons également renforcé la **prévention des conduites addictives**, dans le cadre d'une action spécifique inscrite à la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance. Ainsi, en 2013, plus de 15 000 personnes ont été sensibilisées par le biais de l'équipe mobile de prévention qui intervient lors de soirées festives pour prévenir les conduites à risques. Cette équipe est d'ailleurs fortement mobilisée sur les soirées du festival de musique électronique Ososphère, qui ont lieu ce mois-ci.

Aux côtés de l'Éducation Nationale et de l'Agence Régionale de Santé, nous avons travaillé au renforcement de l'offre de sensibilisation des publics scolaires quant aux risques liés aux conduites addictives. Nous travaillons également avec le monde étudiant, notamment sur cette rentrée étudiante 2014 dans le cadre de *Strasbourg aime ses étudiants*. Avec les Hôpitaux universitaires de Strasbourg, nous avons engagé la création d'un observatoire *Urgences, comas éthyliques et ivresse aigue* pour une meilleure compréhension des phénomènes et un accompagnement accru en termes de santé publique.

Enfin, le Maire a demandé, en juillet dernier, de **renforcer les différents dispositifs, en lien avec l'État, le Parquet et les différents partenaires de la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance**. C'est ainsi que la Police nationale et la Police municipale ont renforcé leurs actions sur les espaces publics, notamment au centre

ville et qu'une convention de prise en charge des auteurs d'ivresse publique et manifeste sera signée en octobre prochain pour une prise en charge accrue de cette infraction au plan de la sécurité, mais également en termes de santé publique. Une délibération vous sera d'ailleurs soumise au prochain Conseil municipal.

Vous évoquez ensuite la question des marginaux présents sur l'espace public. Pour mémoire, la « *Prévention et sécurité envers les personnes en errance, sur la voie publique et dans les transports en commun* » fait l'objet d'une fiche action historique de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de la Communauté urbaine de Strasbourg, sous le pilotage de la CUS. Strasbourg est une capitale européenne attractive et cela se vérifie pour tous les publics.

Sur la période estivale 2014, les différentes actions ont été spécifiquement renforcées au travers, tout d'abord, d'un diagnostic social approfondi pour distinguer ce qui relève de la détresse sociale et ce qui relève de la marginalité et de la tranquillité publique.

Sur l'activité des services, ensuite, les actions coordonnées entre la Police nationale, la Police municipale et le centre de supervision vidéo ont lieu *a minima* deux fois par semaine, majoritairement en soirée, temporalité durant laquelle l'ivresse est, je le déplore, significativement caractérisable. Enfin, les protocoles d'intervention ont été revus pour une plus grande efficience, en intégrant la coordination avec les services de propreté urbaine. Les lieux de fixation sont systématiquement pris en compte par les forces de l'ordre. En parallèle, un travail a été engagé depuis deux ans avec des enseignes vendant de la bière forte à bas prix : ce travail a porté ses fruits Grand-rue. Nous le poursuivons sur le secteur des Grandes Arcades actuellement.

Sur ces phénomènes qui, au plan de la tranquillité publique ne peuvent être confondus, je tiens ainsi à rappeler que toutes les villes de France font les mêmes constats, on aurait pu dire européennes d'ailleurs, et que la ville de Strasbourg, qui a su réagir dès l'apparition de ces phénomènes, reste malgré tout relativement épargnée au regard de certaines villes, notamment dans l'ouest de la France.

Par ailleurs, sur la vie nocturne, il ne s'agit pas de faire du centre ville une exception, car certains de ces phénomènes s'observent dans les autres quartiers de Strasbourg, ni de faire du centre ville un musée, excluant toute animation et toute vie nocturne.

Nous prenons très au sérieux ce que nous pouvons aujourd'hui qualifier de relâchement du vivre ensemble, du partage harmonieux des espaces publics, du respect des règles de vie sociale et de la loi.

Ces phénomènes de *déliasion*, pour reprendre l'analyse du sociologue Robert Castel prennent, parfois, la forme d'actes qualifiés pénalement à l'égard desquels nous avons décidé d'affirmer, collectivement, notre fermeté.

C'est ce travail que nous menons depuis deux ans. C'est ce travail que nous poursuivrons avec détermination, aux côtés de nos partenaires que sont l'État et la Justice.

Je vais en profiter pour remercier mon collègue, Olivier Bitz, d'avoir engagé ces politiques publiques dont je prends en quelque sorte la suite. Je voudrais vous dire ici aussi, si M. le Maire m'y autorise, qu'il faut ramener les choses à leurs proportions. Sur

l'espace de la ville de Strasbourg, nous avons aujourd'hui trois secteurs, quatre peut-être, qui sont problématiques et où il faut entendre effectivement les plaintes de nos concitoyens concernant le bruit. Je veux dire ici l'effort fait par les établissements de nuit pour arriver à mettre des chuteurs en place et faire en sorte de tenter de modérer un certain nombre de situations.

Je voudrais dire enfin que la législation sur le tabac a été à un moment générateur de ce bruit et qu'en France, contrairement à l'Allemagne, il n'a pas été possible à des établissements de choisir d'être établissement fumeur ou non fumeur, laissant le client libre du choix et l'exploitant libre de son choix et également d'autoriser ou non l'accès des clients sous des formes diverses aux établissements.

Dire enfin que sur le bruit il y a certes le bruit dans ces quatre secteurs très identifiés sur lesquels nous travaillons fortement mais que ce qui m'inquiète aujourd'hui dans les appels à la force publique c'est le nombre de bruit que l'on entend à partir des domiciles, ce phénomène de *déliaison* où nos policiers passent des nuits entières à aller dans des interventions, monter dans les étages, demander aux gens de baisser la radio, de baisser leur sono et quelques fois leurs propres voix, quelle que soit l'heure de la nuit, ne permettant plus aux services de police de faire autre chose que des rappels à la loi avec des procès verbaux de l'ordre de 80 euros qui viennent sanctionner en quelques sortes les choses. La nuit est devenue un phénomène très particulier et la question que vous posez ne peut pas suggérer de mettre fin à l'animation nocturne dans la ville. Elle doit au contraire nous amener à réfléchir sur comment est-ce que les fonctions peuvent se vivre ensemble : en même temps l'animation de la ville nécessaire parce qu'il y a une vraie fonction très positive mais en même temps aussi ce qui doit être permis à tout concitoyen de pouvoir se reposer et dormir après une journée de travail. C'est à cela que nous travaillons et non pas en opposant les uns et les autres.

Je veux dire aussi, pour terminer, que nous avons bien entendu, puisqu'en filigrane on évoque le cas de Gutenberg, le signal qu'ils nous ont laissé mais que le fait de diffuser aujourd'hui des vidéos comme ils le font est un élément qui apparaît comme un élément de provocation, qui ne nous aide pas, qui n'aide pas la Police Nationale et qui n'aide pas la Ville dans la recherche d'une quiétude légitime et que cela est totalement contre-performant au regard de l'ensemble des moyens déployés et donc nous parlons très régulièrement entre le Préfet, le Procureur de la République, le Directeur de la Police et l'ensemble des services de la collectivité, Ville et Communauté urbaine de Strasbourg.

47 Interpellation de Monsieur Jean-Emmanuel ROBERT : Dépénalisation du stationnement payant : quelle politique à Strasbourg ?

M. Robert :

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles adoptée en janvier dernier organise la dépénalisation du stationnement payant. Cette réforme, poussée par le GART lorsque vous le présidiez, devra être appliquée au plus tard en 2016.

Aussi, afin que notre assemblée ne soit pas mise devant le fait accompli, je souhaite connaître vos intentions en la matière.

Souhaitez-vous effectivement que notre ville et notre agglomération soient des collectivités pilotes de cette réforme ? Si oui, comment cela se traduira-t-il concrètement pour nos concitoyens, notamment en matière tarifaire ?

Je souhaite également que vous nous fassiez part de vos projets en matière de politique de stationnement.

Songez-vous à faire évoluer la politique tarifaire des résidents, à supprimer par exemple la gratuité entre 12h et 14h ou à étendre une nouvelle fois le périmètre de stationnement payant ?

Comptez-vous apporter une réponse à la sollicitation des commerçants strasbourgeois en matière de stationnement en ouvrage ? Des études sont-elles bien menées pour la création de 2 parkings voitures place de Haguenau et porte des Halles et si oui avec quel échéancier de réalisation ?

Enfin, je souhaite savoir précisément quelles sont les recettes et les dépenses réelles en matière de stationnement. Combien cette politique rapporte-t-elle actuellement à notre collectivité mais aussi connaître les projections futures ?

Je vous remercie pour les réponses que vous pourrez nous apporter.

Réponse de Mme Richardot :

Monsieur le conseiller municipal, comme vous le savez, la politique de stationnement n'est pas dissociable de la politique de mobilité qui est menée à Strasbourg et ce au-delà des clivages politiques depuis le début des années 90. Il me semble d'ailleurs que vous avez voté la précédente extension du stationnement payant avec l'ensemble de vos collègues puisque celle-ci a été adoptée à l'unanimité en novembre 2009.

Cette politique innovante, reconnue en France et à l'étranger, vise à rééquilibrer la part des différents modes de transport en tenant compte des zones de pertinence. J'ajoute qu'elle doit être construite en complémentarité entre les transports publics, la voiture privative, l'autopartage, le vélo et la marche à pied.

Je rappelle que notre objectif est de maintenir un équilibre entre les différentes composantes du stationnement :

- les pendulaires qui viennent travailler ou étudier à Strasbourg et pour lesquels nous développons une stratégie tarifaire incitative avec les abonnements TER combinés au réseau urbain et le développement des P+R pour qu'ils puissent stationner leur véhicule en amont du centre ville ;
 - les visiteurs occasionnels qui peuvent aussi utiliser les P+R ou les parkings en ouvrage mis à leur disposition par la Ville et ses délégataires ;
 - les résidents qui disposent d'un titre de stationnement sur voirie mensuel à un tarif très attractif et à qui nous proposons également des formules d'abonnement en ouvrage à 39 € par mois avec le dispositif Résidéo et le Pass mobilité à 42 € par mois.
- Je profite de votre interpellation pour rappeler que ce nouvel abonnement est une véritable innovation locale incluant un bouquet de services dont le transport public

urbain, l'accès à Citiz, ainsi qu'à Vélhop et une solution de stationnement résidant dans l'ensemble des P+R.

Comme vous pouvez le constater, le sujet du stationnement n'est pas simple et il est parfois difficile de trouver l'équilibre entre tous ces besoins qui sont légitimes pris individuellement et parfois contradictoires car l'espace public est rare dans les grandes villes. Cependant, nous devons assurer toutes ces fonctionnalités car il en va de l'attractivité de notre ville et de la qualité de vie des Strasbourgeois.

Sur l'aspect financier, je précise que le stationnement génère un produit de 3 millions d'euros après déduction des coûts de fonctionnement incluant notamment le contrôle.

Comme vous le savez, le système transport est globalement déficitaire et ce malgré une nette hausse de la fréquentation du réseau de transport public, la collectivité injecte chaque année près de 25 millions d'euros dans le fonctionnement de la CTS en complément du financement des usagers et des entreprises qui contribuent pour plus de 97 millions d'euros au titre du versement transport.

J'ajoute que la collectivité finance également Mobistras, le transport des personnes à mobilité réduite à hauteur de 1,5 million d'euros ainsi que le fonctionnement et le développement de Vélhop pour 1,5 million d'euros environ.

Pour résumer, mon cher collègue, la collectivité investit donc sur son budget propre plus de 25 millions d'euros par an dans le système de transport pour faciliter les modes plus respectueux de l'environnement.

J'en viens maintenant à la dépénalisation du stationnement, qui a été votée à la quasi-unanimité du Parlement et dont la mise en place est pour l'instant prévue au 1^{er} janvier 2016. Elle permettra à la collectivité d'améliorer la cohérence de ses actions grâce à la création des autorités organisatrices de la mobilité durable compétentes pour l'ensemble des thématiques de la mobilité comme l'a voulu le GART, une fois encore au-delà des clivages politiques.

Sur le détail de la mise en œuvre de cette réforme, nous sommes dans l'attente des décrets d'application qui doivent préciser les modalités d'application de la loi. La publication de ces décrets devrait intervenir prochainement suite à la nomination du Préfet Bérard, en tant que délégué interministériel en charge de la coordination de cette réforme qui concerne plusieurs services de l'Etat et plusieurs ministères.

Il est possible, M. le conseiller, que la mise en place de cette réforme nécessite de réinterroger notre système de tarification pour le stationnement car l'instauration d'une redevance de post paiement modifiera le fonctionnement de ce service et les modalités de contrôle. Mais n'ayez crainte, contrairement au chiffon rouge que vous agitez sur les réseaux sociaux, nous reviendrons devant le Conseil dès que les décrets seront parus et que nous aurons pu affiner les différents scénarii, ce qui n'est à ce jour pas possible compte tenu des zones d'ombres qui pèsent sur la réforme.

Sur la question des nouveaux parkings en ouvrage, je vous rappelle que plusieurs projets ont déjà été validés par le Conseil communautaire. Je pense au P+R de la Porte des

Romains et de la place d'Haguenau en lien avec les projets de tram. Comme le Maire s'y était engagé, nous allons étudier la création d'un parking place de Bordeaux en tenant compte des projets de parking à proximité. Enfin, je vous confirme que des études sont en cours dans le cadre du projet des Halles. Je vous remercie.